

Collectif RomEurope agglomération nantaise

COMMUNIQUE DE PRESSE

Nantes le 05 mai 2011

Nantes Métropole expulse pour la fête de l'Europe

A l'occasion de la journée de l'Europe, des informations de "couloir" et de "bidonville" laissent à penser que Nantes Métropole va expulser (à nouveau) de manière imminente trois terrains d'habitants roumains en grande précarité, sur l'île de Nantes, à Rezé et Orvault.

Un certain nombre de collectivités, dans leur déni du statut d'habitant aux Roumains présents depuis plusieurs années sur le territoire local, ont choisi délibérément depuis plusieurs mois d'utiliser des procédures judiciaires non contradictoires, faisant croire à l'anonymat de ces habitants pourtant connus et bien identifiés et les empêchant d'accéder au processus et aux informations de la justice. Les interlocuteurs publics décisionnaires, tant dans les communes qu'à Nantes Métropole, se dérobent (au mieux) et nous ne disposons pas d'informations fiables.

L'ouverture politique issue des rencontres avec les élus, la Préfecture et les collectivités ne se traduit pas dans les faits ou marginalement - chaque avancée étant détruite contradictoirement par un recul.

Nous dénonçons l'écart entre le discours des élus de septembre 2010 et janvier 2011 et la réalité des faits : cette distorsion entre les discours et les actes affecte la sincérité de la parole publique.

Les associations de soutien dans les communes où résident des Roumains roms, le collectif Romeurope de l'agglomération, les habitants précaires, de nombreux habitants et riverains mobilisés individuellement exigent :

- que les procédures judiciaires reviennent au contradictoire et ne fassent pas croire à l'existence de "sous-habitants" dans l'agglomération nantaise.
- que les expulsions en cours soient reportées tant qu'un relogement quelconque n'est pas mis en place.
- que les responsables techniques chargés de la mise en œuvre de la politique d'insertion soient moteurs et non obstacles à cette politique publique d'insertion et d'accès au droit commun
- que cessent amalgame, dénigrement et mise en concurrence des habitants roumains précaires et des gens du voyage dans le discours de certains élus
- que les collectivités changent d'approche : il n'est pas possible de construire une politique d'insertion contre les habitants précaires et contre les associations d'habitants et riverains des différentes communes
- que la stratégie "protection et développement des enfants" soit moteur de l'action publique et qu'on prenne conscience, pour ces habitants comme pour tous les habitants en situation de précarité sociale, que les politiques de discrimination affectent le présent, mais aussi les décennies suivantes.

Le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise

romeurope.nantes@gmail.com

<http://collectifromeuropenantes.wordpress.com>